

Editorial

La crise ukrainienne : l'Europe, innocente et candide ?

lundi 5 mai 2014, par [SÛRI Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2014).

On les croyait morts et enterrés, les anciens va-t-en-guerre de l'impérialisme nord-américain, les Brzezinski et Kissinger. Que non : ils ont repris du service, tout ragaillardis par le retour de la guerre froide qu'ils percevaient dans la crise ukrainienne. Thème repris par le sénateur républicain John McCain, ancien candidat à la présidence des Etats-Unis. Inspirés sans doute par ces papys de l'anticommunisme, les médias ont ressorti les analogies historiques les plus branlantes. Ivre de puissance, Poutine devint un avatar tantôt d'Ivan le Terrible, tantôt de Staline. Angela Merkel, déçue par le peu de réceptivité du maître du Kremlin à ses arguments, expliquait qu'il vivait dans un autre monde et avait perdu le sens des réalités. Un fou commandant le feu nucléaire, pour ainsi dire.

La sortie de la chancelière allemande, plaçant toute la responsabilité de la crise ukrainienne sur le compte de la Fédération de Russie, passe allègrement sur celle qui repose sur les épaules de l'Union européenne. La politique de cette dernière relève de l'aventurisme le plus bête. On a souvent constaté que l'Europe n'avait pas vraiment de politique étrangère commune et encore moins de politique militaire unifiée, ce dernier point devenant presque rassurant dans la situation actuelle. En voulant à tout prix contraindre l'Ukraine à choisir entre les liens avec la Russie et ceux avec l'UE, les dirigeants européens ont justement fait preuve du manque de réalisme dont ils accuseront ensuite la direction russe. Car même si Poutine et son état-major carburent au chauvinisme grand russe, ils n'en sont pas pour autant analphabètes et peuvent lire comme tout le monde, sur le site de l'OTAN que : *« L'Ukraine a fait la preuve qu'elle contribue activement à la sécurité euro-atlantique en déployant des troupes aux côtés de soldats de la paix (sic !) de pays de l'OTAN et de pays partenaires. L'Ukraine est actuellement le seul pays partenaire à contribuer activement à toutes les opérations et missions dirigées par l'OTAN. »*

Pour ceux et celles qui l'auraient oublié, l'OTAN est le bras armé que l'Europe utilise quand le grand frère de Washington lui en donne la permission. L'un des titres de gloire de l'OTAN est d'avoir bombardé la Serbie, Etat souverain, pendant 78 jours en 1999, sans mandat aucun de l'ONU. La Russie évoque à juste titre ce précédent guerrier, en « oubliant » toutefois le rôle de la Serbie de Milosevic dans l'oppression et la répression des Albanais du Kosovo à l'origine de la confrontation.

Provocatrice dans un premier temps, la politique de l'Union européenne est devenue ensuite pusillanime, la division de ses membres, souvent en fonction de leur dépendance à l'égard du gaz russe et de leur proximité géographique, débouchant sur la pantalonnade des sanctions symboliques et individualisées. Car le poids des relations économiques est bien là : le gaz, bien sûr, mais aussi le pétrole, l'automobile, les machines-outils, l'alimentaire, etc. La Russie est le troisième partenaire commercial de l'Union, qui en retour est le premier pour la Russie.

L'arme des sanctions est bien à double tranchant. Trouver les mesures qui aient le plus d'impact sur l'économie russe en nuisant le moins possible à une économie européenne encore convalescente tient de la quadrature du cercle. Les relations militaires existent aussi : la France tient non seulement à livrer ses deux porte-hélicoptères Mistral à Poutine, elle a besoin de ses gros porteurs

Antonov pour poursuivre ses opérations impérialistes en Afrique. L'Allemagne, par l'entremise de Rheinmettal, s'apprêtait à livrer à la Russie un camp d'entraînement militaire clé en main. Et parmi les anciens membres du Pacte de Varsovie, plusieurs pays européens continuent d'acquérir de l'armement russe. Devant passer par l'OTAN pour ses gesticulations militaires, apparemment incapable de résoudre la crise qu'elle a ouverte - et dans laquelle la Russie s'est opportunément engouffrée pour consolider et accroître ses propres projets de domination régionale - l'UE s'en est remise à l'Oncle Sam. Celui à qui Poutine téléphone d'abord lorsqu'il veut relancer les négociations. Le risque est alors qu'un accord international intervienne certes, mais sur le dos du peuple ukrainien.

Dans une déclaration intitulée « La solidarité sauvera l'Ukraine d'une intervention », l'Union socialiste « Opposition de gauche » rappelle que l'indépendance de l'Ukraine des travailleurs, l'autodétermination du peuple, ne passe ni par Moscou ni par Bruxelles. L'Opposition de gauche se prononce « *pour la préservation de l'Ukraine unifiée* », expliquant que « *diviser en deux ce pays, c'est garantir la domination des chauvinismes* » et soulignant que « *la consolidation de l'Ukraine ne peut être réalisée qu'en surmontant le pouvoir de l'oligarchie - les travailleurs de l'est comme du sud aspirent aux mêmes changements sociaux et ils devraient comprendre qu'en provoquant les affrontements, on ne peut que repousser à l'infini toute perspective d'amélioration.?* » Ni guerre ni éclatement de l'Ukraine, pour l'indépendance de ce pays et contre les visées de son propre impérialisme : tel est le fil rouge des internationalistes, en Russie comme en Europe.

Daniel Süri

P.-S.

* Paru en éditio dans SolidaritéS (Suisse) n° 246 (03/04/2014) p. 3. <http://www.solidarites.ch/>